

## Quels enseignements tirer des événements de Charlottesville ?

Préserver la liberté d'être raciste ?

Les États-Unis ne sont pas une société post-raciale

### Erik Bleich

[Collegium de Lyon, 2015-2016]

Erik Bleich est docteur en science politique de l'université de Harvard. Il a rejoint le département de science politique du Middlebury College en 1999, et il est actuellement membre du comité exécutif du Council for European Studies. Ses recherches portent sur la liberté d'expression, le statut des musulmans, l'immigration et l'intégration. Il a notamment publié *The Freedom to Be Racist? How the United States and Europe Struggle to Preserve Freedom and Combat Racism*. Il a dirigé (avec Charles Girard) un numéro spécial d'octobre 2015 de la revue *Esprit* intitulé « Punir la haine ».

## APRÈS CHARLOTTESVILLE

De nombreux hommes politiques, juristes et universitaires américains s'enorgueillissent de la compétence des États-Unis à protéger les discours répréhensibles. Même des commentateurs de gauche affirment régulièrement leur soutien au droit des néonazis à manifester, à prôner l'anéantissement des « races inférieures » et à diffuser leur idéologie sur Internet. **Soutenir « la liberté pour la pensée que nous détestons », selon les termes d'Oliver Wendell Holmes Jr, juge de la Cour suprême du début du xxe siècle, est devenu une source de fierté et de reconnaissance.**

Ce point de vue est incompréhensible pour la plupart des Européens, plus enclins à penser que des valeurs telles que la dignité humaine et la cohésion sociale ont une importance analogue à celle de la liberté d'expression. Dans la plupart des juridictions européennes, attiser la haine raciale en clamant, par exemple, qu'un certain groupe social est un cancer qui doit être éliminé de la société ou qu'il est une source du mal complotant contre le pays, n'est pas acceptable.

Au regard du système américain, il est au contraire tout à fait légal qu'un groupe de néonazis défile à Charlottesville, en Virginie, en scandant des slogans tels que « Les Juifs ne nous remplaceront pas » et en brandissant des drapeaux ornés de croix gammée. Selon la Cour Suprême, les rassemblements publics et la liberté d'expression ne peuvent être restreints en fonction du point de vue des participants. Des propos ne peuvent être interdits que s'ils constituent une « véritable menace » (comme planter une croix en flammes sur la pelouse d'un Afro-Américain) ou s'ils incitent les sympathisants à une violence immédiate (comme attiser leur frénésie puis les pousser à attaquer des spectateurs).

Toutefois, **même dans le contexte de la loi et des normes américaines en vigueur, les événements de Charlottesville présentent deux dimensions qui remettent fondamentalement en question l'approche américaine de la lutte contre les propos et rassemblements racistes.**



.....

## La formule depuis les années 1960 – qui permet aux racistes de s'exprimer librement parce que les dirigeants américains défendent la dignité humaine et l'égalité – a été mise à l'épreuve.

.....

En premier lieu, certains manifestants étaient armés. Le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis stipule qu'« une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, il ne pourra être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes ». Selon l'interprétation de la Cour Suprême, cela signifie que les citoyens ont le droit de porter ostensiblement des armes, y compris

des armes chargées. Bien qu'il ne soit pas courant que les Américains portent une arme dans la rue, il n'est pas pour autant illégal pour eux de le faire. La réglementation sur le port ostensible d'arme (*open carry*) est du ressort des États, et la plupart d'entre eux autorisent à porter les armes de poing et les fusils en public, sans avoir à les dissimuler.

**La conjonction de l'interprétation donnée par la Cour Suprême de la protection du premier amendement pour les manifestations racistes et de la réglementation floue du droit au port d'armes du second amendement a changé la donne.** L'organisation apolitique, à but non lucratif, American Civil Liberties Union (ACLU) a défendu le droit des néonazis de manifester dans l'Illinois dans les années 1970, et a été impliquée dans des procès qui ont permis la marche de Charlottesville. Mais suite aux événements, l'ACLU, qui compte plus de 1,2 million de membres, a déclaré qu'elle n'offrirait plus de soutien juridique aux groupes qui insistent pour porter des armes lors de manifestations.

Les hommes politiques ou les magistrats peuvent éventuellement interdire aux manifestants de porter des armes à feu. Il existe en effet des précédents pour limiter le port ostensible d'armes dans des lieux comme les écoles, les entreprises publiques, les transports publics et les zones urbaines densément peuplées. Mais ces décisions dépendent des législateurs dans chaque État. Or, ils sont très susceptibles d'être influencés par la puissante National Rifle Association (NRA), une défenderesse ardente et politiquement efficace de l'absence de quasi toute forme de contrôle sur les armes à feu. La réglementation concernant le port ostensible d'armes par des manifestants peut également être établie par la magistrature qui a été très favorable aux propriétaires d'armes à feu par le passé.

Le second fait nouveau après Charlottesville porte sur ce que le théoricien politique Corey Brettschneider (professeur à l'Université de Brown) appelle le « pouvoir expressif » de l'État. **Alors que les États-Unis protègent le discours raciste de la répression judiciaire, ses dirigeants dénoncent généralement de façon catégorique celui-ci.** La loi se doit d'être neutre vis-à-vis des citoyens qui s'expriment, mais rien n'oblige les dirigeants gouvernementaux à faire de même. D'ordinaire, ils choisissent le camp de la dignité humaine, de l'égalité et de la cohésion sociale, et non celui des manifestations ouvertement racistes.

**Le président Trump ne s'est pas inscrit dans cette lignée.** Au lieu de cela, il a insisté sur le fait que les événements de Charlottesville impliquaient deux parties moralement équivalentes, chacune devant endosser le « blâme » de la violence. Il a également affirmé qu'il y avait « des gens très bien » parmi les manifestants d'extrême droite. Il s'agissait principalement de suprémacistes blancs et de nationalistes blancs, parmi lesquels un homme ayant foncé en voiture dans un groupe de piétons, tuant ainsi Heather Heyer, une contre-manifestante de 32 ans.

Au lieu de contrebalancer les inconvénients d'un système américain qui protège le discours raciste au détriment d'autres valeurs clés, le président Trump a donné, sur le plan rhétorique, un coup de pouce aux racistes. Cela a été dénoncé par de nombreux dirigeants politiques à droite comme à gauche, mais **lors de futurs affrontements, les contre-manifestants seront susceptibles de considérer que la résistance pacifique aux racistes est insuffisante.** Si les États-Unis deviennent un pays où les racistes peuvent défilier ouvertement avec le soutien du président, certains pourraient penser que des méthodes d'opposition plus fortes sont nécessaires.

La formule américaine des 50 dernières années – qui permet aux racistes de manifester et de s'exprimer librement, parce qu'en dehors de la sphère juridique, les dirigeants américains et la société américaine se mobilisent pour défendre la dignité humaine et l'égalité – a été mise à l'épreuve. L'apparition de manifestants armés et la bienveillance vis-à-vis des racistes au plus haut niveau du gouvernement des États-Unis ont considérablement attisé le trouble qui agite déjà la société américaine contemporaine. Après Charlottesville, les Américains se demandent comment leur pays peut équilibrer ses valeurs fondamentales dans ce nouvel environnement juridique, politique et social.

.....

### Pour aller plus loin

Retrouvez l'article original d'Erik Bleich, ainsi que des contenus et références complémentaires sur [fellows.rfea.fr](https://fellows.rfea.fr)

# Naa Oyo Kwate

[IMéRA de Marseille, 2017-2018]

## CHARLOTTESVILLE AND AMERICA'S RACIAL PAST PRESENT

Visitors to the University of Virginia's (UVA) website are invited to learn about the town in which it is located, Charlottesville. "A Place Like No Other", the page announces, and "Happiness Is A City In Virginia." The discrepancy between this vision of Charlottesville and UVA as places of exceptional collectivity and intellectual richness, and the grim imagery of white supremacists marching around the iconic Rotunda in August of 2017, is vast. It parallels the yawning gulf between America's idealized notion of what the country is and holds itself to be, and the racism that deeply structures the United States.

### Naa Oyo Kwate

Professeure d'écologie humaine et d'études africaines, elle est directrice associée du Center for race and ethnicity à Rutgers, the State University of New Jersey. Diplômée en psychologie clinique, ses recherches portent sur les déterminants psychologiques et sociaux de la santé des Afro-Américains. Elle s'intéresse aux expériences d'identité et d'inégalité au niveau individuel, et à l'intersection de ces variables avec des facteurs structurels, en particulier la dimension urbanistique et les quartiers.



In the same vein, third US President Thomas Jefferson, founder of UVA, embodies the competing tensions that undergird the American project. On the one hand, he produced the soaring rhetoric of the Declaration of Independence. On the other, he wrote in Notes on the State of Virginia, a book written in response to France's request for information about Virginia, about the "immovable veil of black" in "Query XIV: Laws that the Negro is inferior to both whites and Indians". In that section, Jefferson speaks in no uncertain terms about the inferior stain of blackness.

The two days in Virginia and its aftermath revealed that the country's darker forces are never far from the surface. In the news coverage, they saw legions—mostly men, but including women—marching, wielding torches, chanting racist and anti-Semitic slogans. They saw a gang of white supremacists savagely beat a young black man while police looked on, faced with difficulty or uncertainty about what to say, think, or do. They read that a white supremacist had murdered a white woman with his car. The reality of these reports was too stark and too jarring to be denied—there are racists in our midst!

And yet the reality of racism in America is likely to be obscured precisely because Charlottesville was so jarring. **It will be even easier to believe that racists look like those marching on the UVA grounds, that racism manifests, even without cloaks and hoods, with torches, swastikas, and guns.** Many white people will sigh with relief that they don't live in the South, racism's terror; that they reside in a blue state, where the electorate rejected a candidate fed by racial division; that they are fortunate to count amongst their loved ones and colleagues individuals who were equally aghast by the news.

Those who do not see themselves reflected in Charlottesville's mirror will use the visual display of hate as a benchmark against which to measure their own progressiveness and decency, **failing to see a connection between the terror in Virginia and the more mundane racism that maintains their way of life.** They will continue to watch the news in communities devoid of black neighbors, and to go to work in offices where they have no black colleagues. If their privilege is challenged they will deny it vehemently, perceiving evidence about the institutional nature of white supremacy as a personal affront. They will look to the future, because to live in America is to forgo history. In the American imaginary, the country moves unbridled, only forward. Attention to history is seen as retrograde, a kind of dissociative fugue that gives inadequate credence to the resolution of the country's racial past.

Naa Oyo Kwate, DR

Those that terrorized Charlottesville did so under the guise of protesting the proposed removal of Confederate General Robert E. Lee's statue. In this telling, they have taken up the mantle—they are the guardians of history. Those who sympathize with the symbols of white supremacy, whether monuments, the Confederate flag, or otherwise, argued that the true focal point was the potential dissolution of free speech.

No matter that the marchers descended on Charlottesville wielding an arsenal of weapons meant to inflict grievous injury and death. **Violence was recast as “speech”, racial terror as the expression of democratic ideals.** And why not? The current occupant of the White House has shown both a lack of understanding and disregard for free speech, the rule of law, and the U.S. constitution. The imprimatur of an elected regime has emboldened white supremacists who look wistfully to a time when racism was enshrined in law and wielded by violence.

**And this is the real danger: that America is headed backwards to that time. Already we are seeing a stepwise retreat from policies to protect civil rights and a concerted move towards the history books.** Even before the 2016 election, several states pressed to disenfranchise as many

African American, Latino, poor, and other marginalized voters as they could, with such tactics as creating new, restrictive ID requirements, eliminating early voting, and redrawing district maps in order to diminish Black and Latino votes. Federal judges have forbid these new policies, ruling that they intentionally discriminate.

The current Justice Department has argued that protections from workplace discrimination ought not extend to gay and lesbian people, and has scoffed at federal oversight for police departments that have been sanctioned for violating the constitutional rights of city residents (e.g., Baltimore, Ferguson, Chicago). And not weeks after the conflagration in Charlottesville, the president pardoned an outlaw sheriff who held unapologetic contempt for the law; the least of his violations was his speech, calling the places he held detainees “concentration camps”.

Thus, hate speech is not the primary issue in Charlottesville. The old adage says, “Sticks and stones may break my bones but words will never hurt me”. To be sure, the alarming slogans chanted by white supremacists on UVA's grounds were serious, and should in no way be trivialized. But more alarming is if those words are backed by the full faith and credit of the highest office in the land.

4 instituts d'études avancées  
en réseau  
IMéRA, IEA d'Aix-Marseille  
Le Collegium, IEA de Lyon  
IEA de Nantes  
IEA de Paris

Direction éditoriale:  
Olivier Bouin  
Philippe Rousselot



Fondation RFIEA  
Contactez-nous!  
Julien Ténédos  
Aurélien Louchart  
contact@rfiea.fr  
01 40 48 65 57



rfiea.fr  
54 boulevard Raspail  
75 006 Paris

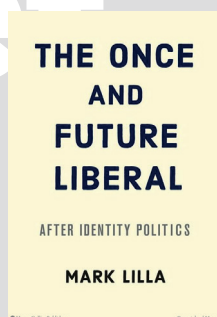
## Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Naa Oyo Kwate, ainsi que des contenus et références complémentaires sur [fellows.rfiea.fr](https://fellows.rfiea.fr)

## COLLOQUE

La révolution industrielle en Europe a provoqué une transformation économique et sociale sans précédent depuis la Révolution néolithique. Si la dynamique du progrès technologique est admise comme cause de la « réussite de l'Occident », le débat demeure quant au rôle des élites et du capital humain de haut niveau. Est-il vrai, comme l'historien économique israélo-américain Joel Mokyr l'a écrit que, dans une économie de marché, seuls quelques-uns suffisent à entraîner les plus nombreux? Ce colloque est organisé par **David Delacroix** (résident IMéRA) en partenariat avec AMSE et l'**IMéRA de Marseille**.

17 et 18 octobre, 9h – 19h  
AMU, 5 bd Maurice Bourdet, Marseille



américain au cours des deux dernières générations. Selon lui, depuis près de 40 ans, la vision de Ronald Reagan demeure l'idéologie politique dominante du pays. Son ouvrage appelle les démocrates à changer de cap et dessiner un projet pour convaincre l'ensemble des citoyens qu'ils partagent un destin commun.

## PUBLICATION

**Mark Lilla**, ancien résident de l'**IEA de Paris** et penseur politique parmi les plus respectés aux États-Unis, offre un regard cinglant sur l'échec du libéralisme

## CONFÉRENCE

Lyon est une ville à la confluence de deux fleuves importants. Qu'a signifié être une ville fluviale tout au long de l'histoire de la cité, de son développement urbanistique et de sa vie civique? Quelles leçons tirer pour comprendre aujourd'hui la ville et son rapport au fleuve ?

Michael Miller, professeur d'histoire à l'Université de Miami (USA), Prix Hagley 2013 pour *Europe and the Maritime World* (Cambridge University Press), donnera la conférence *What Makes a River City?* organisée par le **Collegium de Lyon**.

Mardi 7 novembre, à 18h30  
Résidence du **Collegium de Lyon**,  
3 allée de Fontenay, 69 007 Lyon